

Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Ahmed Boubeker signent, 10 ans après *La fracture coloniale* et 5 ans après *Ruptures coloniales*, un ouvrage dont le titre traduit l'encre d'un « pessimisme éclairé » : *Le Grand Repli*. Face à la montée brutale d'un différencialisme culturel justifié par une élite intellectuelle et politique, les auteurs imposent l'urgence de réhabiliter l'histoire dans l'espace mémoriel, médiatique et politique. Un éclairage d'historiens, postcolonial.

Le 12 novembre dernier, la Rédaction de la revue Panorama des idées a remis ses prix des meilleurs essais 2015. *Le Grand Repli* figurait parmi les nominés, classé dans la catégorie « Dispute », aux côtés de l'ouvrage de Laurent Bouvet, *L'Insécurité culturelle* (à qui a été remis le prix), et de *L'Eloge du blasphème*, de Caroline Fourest. Dispute, c'est bien de cela dont il s'agit : disputer une plume d'essayiste, une expertise d'historien, une légitimité d'universitaire, dans un espace médiatique saturé par les controverses intellectuelles sur l'identité française.

Son titre, *Le Grand Repli*, a une force d'évocation à la grandeur d'un *Grand Retournement*. Pourtant l'essai de Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Ahmed Boubeker s'inscrit en contre d'un vocable séparatiste cher aux penseurs d'une France à l'identité meurtrie.

En introduction aux deux chapitres, « Les fractures » et « Le repli », qui rythment l'ouvrage, les auteurs s'attachent à l'espoir qu'aurait suscité « un esprit du 11 janvier », apparaissant sous leur plume tel un élan salvateur, symbole d'un vivre-ensemble : « *Il faudrait sans doute revenir sur l'esprit du 11 janvier, prolonger cette éclaircie. Miser sur le vivre-ensemble contre les amalgames* (□) *Le vivre-ensemble contre le Grand Repli* ». Pourtant, loin d'être un mouvement autonome et homogène, loin d'être un esprit en lui-même tant il est formé de personnes aux revendications et aux aspirations différentes, le principal liant de cet élan reste l'émotion. S'en est d'ailleurs suivi le discours de Manuel Valls, Premier ministre, lâchant le 20 janvier dernier le mot d'« apartheid »() en évoquant les quartiers populaires français. Aveu d'une ségrégation dont les conditions ont été produites par une politique d'État. Et inscrite dans des rapports de race. Car, Bancel, Boubeker et Blanchard le soutiennent fermement au travers de cet essai, la notion de race a bien été déterrée [Lire l'entretien d'Africultures avec Eric Fassin]. Elle qui, pourtant, a disparu de la législation française et de la Constitution en mai 2013. L'expression de son retour serait ce « néoracisme » défini par les auteurs comme le recours à un prisme différencialiste et culturaliste dans le rapport à l'Autre, dans son rejet. Un racisme « *encouragé et justifié par une élite intello-politico-médiatique* » qui se dévoile notamment dans la mise à jour de la catégorie de « Blanc ». Empruntés au lexique historique du Front National, les termes de « petit-blanc » et de « racisme anti-blanc » -dessinant un milieu populaire laissé pour compte dans son territoire périphérique, opposé à la jeunesse de la diversité urbaine- ont ressurgi brutalement dans le débat public depuis les années 2000.

Un des premiers communautarismes ne se construirait-il pas ainsi sous nos yeux, questionne l'essai ? Un communautarisme formé de ceux qui se revendiquent « Français blancs », captant la République à droite, avec « *leurs partis politiques, leurs sites internet, leurs villes, leurs intellectuels* » ? Un certain nombre d'essayistes à qui les médias n'ont pas manqué de donner une tribune sont visés : Alain Finkielkraut et son *Identité malheureuse* ; Renaud Camus, théoricien du *Grand remplacement* ; Michel Houellebecq, auteur de *Soumission* ; Samuel Huntington et son *Choc des civilisations* ou encore Pascal Bruckner.

Dans *Le Grand Repli*, l'analyse des auteurs prend dès lors pour focus les relents d'une histoire coloniale non digérée, ce qui fait résider les causes dans le fait historique. Depuis dix ans, leurs ouvrages sont des piquûres de rappel des résidus coloniaux et de ses expressions racistes à l'œuvre dans la société française : *La Fracture coloniale* en 2005, *Ruptures coloniales* en 2010. Les auteurs reprennent alors une comparaison entre l'espace des banlieues, ces « *territoires abandonnés de la République* » et les colonies d'antan. Développant dans ce même chapitre l'idée d'une « *ligne Maginot de la laïcité* », ils voient « *la guerre coloniale se prolonger avec la lutte contre l'islamisme, comme si, de fait, rien ne s'était arrêté depuis les accords d'Évian* ». Et à cette critique d'une racialisation de la société, le combat corollaire de Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Ahmed

Boubeker, en tant que sociologue et historien, est que la politique investisse le terrain mémoriel de la colonisation, comme elle le fait plus volontiers pour celui de l'esclavage, plus lointain, moins vif. C'est ainsi qu'ils appellent, en épilogue, comme ils le plaident déjà depuis 15 ans, à la création d'un musée : « *lieu de savoir et de transmission de ce récit [colonial]* ». Élément d'un processus où, face aux pensées réactionnaires qui font le « buzz », les historiens peuvent « *prendre la main sur le passé* » chahuté sous la moulinette médiatico-politique. La postface est d'ailleurs signée Benjamin Stora, historien nommé en août 2014 président du conseil d'orientation du musée de l'Histoire de l'immigration.

Le « néoracisme » qu'ils questionnent s'entend bien comme un racisme d'élite, signant le retour brut du différencialisme culturel, à travers un rejet de l'autre dans sa différence et une impossibilité à penser les conditions d'une société multiculturelle. Mbembe, chercheur installé aujourd'hui en Afrique du Sud, parle quant à lui de « *nanoracisme* », précisant que ce « *racisme fait culture et respiration, dans sa banalité et sa capacité à s'infiltrer dans les pores et les veines de la société, à l'heure du décervelage généralisé, de la décérébration machinique et de l'envoûtement de masse* ». Un axe qui suscite le besoin de davantage de précision sociologique et d'observations de terrain pour compléter cet ouvrage davantage pamphlétaire, et ce, afin de dénouer les processus complexes d'un repli identitaire, qui est bien transversal à l'ensemble de notre société. Aussi, afin que ce vif débat ne se dessine jamais en querelle de chapelles intellectuelles, les observateurs de terrain doivent y trouver leur place, des enquêtes, édifiantes sans être enflammées, à l'appui.

(1) Lors des vœux à la presse mardi 20 janvier 2015, le Premier ministre déclarait qu'il existe en France « un apartheid territorial, social, ethnique ». *Le Grand Repli* Editions La Découverte///Article N° : 13351